4e Année. - Numéro 152

Mercredi 1er Juin 1898

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

L'Egalité

Journal Socialiste Quotidien

DE ROUBAIX-TOURCOING

BUREAUX
93, Grande-Rue, 93
ROUBAIX

BUREAUX
2, Rue de la Cloche, 2
TOURCOING

DÉPOT LÉGAL Nord n° 981 1898

LA POLITIQUE

Les Élections Belges

Nous avons publié hier, dans nos dépêches de « dernière heure », les résultats du scrutin de ballottage qui a eu lieu dimanche en Belgique, pour le renouvellement de la représentation parlementaire des provinces de Flandre orientale, Hainaut, Liège et Limbourg.

La Chambre nouvelle comprendra 112 catholiques, 28 socialistes, 6 libéraux et 6 radicaux.

Les socialistes ont perdu quatre sièges de députés à Verviers et ils en ont gagné un à Huy et deux à Thuin.

Les libéraux ont perdu un siège à Huy et deux à Thuin. Ils en gagnent deux à Ath.

Les catholiques ont gagné un siège à Alost (pris sur les démocrates chrétiens) et quatre à Verviers. Ils en ont perdu un à Thuin et gagné deux à Ath.

Au Sénat, il n'y a pas de modifications.

En résumé la majorité catholique à la Chambre qui était de 70 voix, monte à 72.

On peut donc dire que les divers partis belges couchent sur leurs anciennes positions.

Mais au cours de la campagne électorale, chez nos voisins, il s'est produit des faits que nous croyons devoir signaler à l'attention des républicains et des socialistes français.

A Tournai, le parti catholique s'est habilement appliqué à diviser les socialistes et les libéraux.

Mettant en pratique le vieil adage clérical : « Mentez, mentez encore, il en restera toujours quelque chose ! » les soldats du Pape n'hésitèrent pas à publier, dans leurs journaux, des fausses nouvelles dont l'objet était de déconsidérer les libéraux auprès des socialistes et réciproquement.

— « Les libéraux, disaient-ils, font ici et là le jeu des catholiques contre les socialistes ; il n'est pas possible qu'à Tournai les socialistes fassent le jeu des libéraux ! »

Et à la faveur de ces procédés mensongers, les catholiques ont triomphé des socialistes à Tournai !

A Verviers, le même système a été employé, mais à rebours cette fois.

« Les socialistes nous aident à abattre les libéraux dans telles et telles provinces, disaient-ils, or, il n'est pas possible que les socialistes de Verviers agissent autrement que, par ailleurs, leurs coreligionnaires. »

Et à la faveur du mensonge encore, les catholiques ont triomphé des libéraux à Verviers !

Nous croyons sans peine que socialistes et libéraux de Tournai et de Verviers, ont dû s'éveiller, hier, « honteux comme des renards que des poules auraient pris... »

La leçon, heureusement, ne coûte pas trop cher, puisque, dans l'ensemble du scrutin, elle ne fait perdre qu'un siège à chacune des dupes des cléricaux. Nous espérons qu'elle sera profitable et que, dans l'avenir, socialistes et libéraux se mêfieront davantage de leur redoutable adversaire.

Mais nous-mêmes et les progressistes ou radicaux français ne devons-nous pas méditer sur les effets de cette tactique du parti clérical, depuis longtemps dévoilée et qui cependant réussit encore ?

Est-ce que, dans notre dernière bataille électorale, nous n'en avons pas été aussi les imprudentes victimes?

Les catholiques de notre pays, comme ceux de Belgique, possèdent jusqu'au raffinement l'art de la politique et les défaites partielles qu'ils nous ont infligées proviennent de causes semblables à celles que nous venons de signaler.

Au pays de Félix Faure et de Méline, comme chez le « cousin » de M. Laurenceau, — nous avons nommé Léopold II, — le devoir le plus élémentaire commande donc à tous les démocrates de s'unir pour résister efficacement au même danger : l'enlisement clérical.

Que les radicaux aussi bien que les socialistes y réfléchissent !

Il n'est que temps.

G. SIAUVE-EVAUSY.

REVUE DE LA PRESSE

LA COMMUNE

De la Petite République :

Le citoyen Jaurès rappelle les grands services rendus à la cause socialiste par les martyrs qui tombèrent en défendant la Commune :

Ceux qui sont tombés sans faiblesse au mur des fédérés n'ont pas seulement servi le socialisme français : ils ont excité le socialisme dans tous les pays, et ce n'est pas seulement avec une piété socialiste, c'est avec une fierté nationale que nous leur rendons hommage.

Du mur des fédérés, comme d'un des points de vue dominants de la patrie française, nous pouvons suivre du regard le mouvement socialiste dans le monde; nous sommes sûrs de retrouver partout quelque chose de la France.

Au lieu de chercher à devenir « quelqu'un », on se contente d'essayer de devenir « quelque chose », ce qui, par le temps qui court, est devenu presque aussi difficile.

Cette observation faite, examinons à quels moyens l'on pourrait utilement recourir pour enrayer l'engouement qui entraîne un si grand nombre de candidats et de candidates du côté de l'horizon administratif.

Le moyen le plus pratique consisterait assurément à ne plus procéder à aucun examen nouveau avant d'avoir placé tous les postulants qui marquent le pas depuis les concours antérieurs.

Mais ce qui vaudrait mieux, ce serait une réforme de nos mœurs en cette matière. Et puisque c'est l'assurance du lendemain et la perspective certaine d'une retraite qui poussent vers le mandarinat des milliers de jeunes citoyens, dont l'intelligence pourrait être si utilement employée dans les travaux de l'industrie privée, il faudrait que l'on pût, par des moyens d'ordre économique, leur procurer les mêmes avantages dans l'industrie et le commerce.

Entre l'existence végétative médiocre, à laquelle les condamnent la bureaucratie de l'Etat et l'activité généralement plus lucrative du commerce, aucun d'eux n'hésiterait si les chances de sécurité pour l'avenir étaient égales dans les deux situations. Le jour où l'on aura atteint ce résultat, le problème administratif sera résolu.

LE FONCTIONNARISME

De *La Lanterne :*

M. Bourgeoet regrette la tendance à rechercher les fonctions administratives qui paraît se généraliser :

Cette tendance a rechercher les fonctions administratives est profondément regrettable Elle doit fatalement diminuer la somme d'énergie et de volonté du pays. Au lieu de demander à son initiative et à son activité personnelles, au libre et entier développement de ses forces intellectuelles, une carrière, un avenir pour soi et pour sa famille, on recherche une case dans les cadres du personnel de l'Etat des départements ou des grandes compagnies.

PÉRIL CLÉRICAL

De la *Lanterne ;*

M. Mesureur signale le péril clérical — péril dû à la trahison des opportunistes ;

« La bataille est terminée.
« La lutte recommence.»

Ainsi s'exprime avec beaucoup de justesse la *Croix des Comités*, organe de l'organisation politique des catholiques et de l'Eglise.

Ce serait se bercer d'une dangereuse illusion que de croire qu'il est permis de faire halte un moment, après la victoire républicaine des 8 et 22 mai, pour dénombrer nos bataillons, cataloguer nos représentants, les assortir par nuances et par groupes et nous endormir ensuite dans le train-train banal de la vie parlementaire.

Il est indiscutable qu'une force électorale puissante vient de se créer ; c'est le résultat le plus clair de la politique de faiblesse et de trahison de M. Méline. On n'a rien donné aux cléricaux, on leur a laissé tout prendre. On leur a livré la place par haine des républicains radicaux. Comme des partis qui se déchirent, dans un pays, ouvrent la porte à l'étranger, les opportunistes ont été chercher Rome pour venir à leur secours, et maintenant, ils sont les victimes, les protégés et les prisonniers des jésuites et des congrégations,

C'est l'éternelle fable du cheval s'étant voulu venger du cerf. Le parti modéré porte le harnais catholique et le mors qui le bride est tenu d'une main ferme.

Signaler ce péril, qui ira grandissant, c'est ouvrir les yeux des républicains sur leur devoir ; ils doivent s'organiser à leur tour, s'unir devant l'ennemi commun. Nous n'avons besoin ni tant d'argent ni de tant d'efforts : nous avons pour nous l'âme démocratique du peuple ; mais il ne faut pas nous endormir dans une vaine sécurité.

La bataille est terminée, mais la lutte recommence.

MORT D'UN SÉNATEUR

Paris, 30 mai.

On nous annonce la mort de M. Rouland, sénateur de la Seine-Inférieure, chevalier de la Légion d'honneur, décédé ce matin, à son domicile, boulevard Haussmann, 154. M. Rouland était né à Evreux (Eure), le 6 octobre 1831. Il avait fait toute sa carrière dans l'administration.

Secrétaire généaal du ministère de l'instruction publique, puis conseiller d'Etat, il devint receveur général des finances, puis administrateur du Crédit foncier.

M. Rouland fut nommé sénateur de la Seine Inférieure en avril 1882, en remplacement d'un sénateur inamovible décédé ; il alla siéger au centre gauche et fit partie de diverses commissions, notamment de la commission de réforme du Code de justice maritime.

M. Rouland était le fils de l'ancien ministre président du Conseil d'Etat, ancien gouverneur de la Banque de France sous l'empire.

LES DROITS DE DOUANE

Brest, 30 mai.

Dans sa dernière audience, le tribunal de commerce de Brest a statué sur le procès de principe provoqué par le récent décret présidentiel supprimant les droits de douane sur les blés exotiques.

Il s'agissait de savoir, on s'en souvient, si ce décret doit avoir sa repercussion sur les marchés en cours, et si c'est l'acheteur ou le vendeur qui doit profiter de la suppression des droits de douane.

Dans le procès actuel, le demandeur était M. Coat, minotier à Lambezellec, qui, le 30 mars 1898, avait acheté à M. Chabe, commissionnaire en grains à Brest, 200 quintaux de blé walla à raison de 29 fr. 30 les 100 kilos à quai de Brest, payemeut comptant à l'arrivée de la marchandiss.

M. Coat, qui réclamait le bénéfice de la suppression des droits de douane, a été débouté de sa demande.

INCENDIE D'UNE FABRIQUE

Bruxelles, 30 mai.

Un incendie vient de détruire la fabrique de plomb laminé et de plomb de chasse de MM. Pelgrims et Bombeeck, rue des Fabriques, à Bruxelles.

Le sinistre était effrayant ; tout un quartier a été menacé.

Les pompiers de la capitale ont fait des efforts prodigieux pour préserver les maisons voisines. Dix-sept lances ont été dirigées sur le foyer.

Le plomb en fusion tombait en pluie, menaçant les sauveteurs.

Tout a été détruit.

L'usine était une des plus vastes de l'agglomération bruxelloise.

Les dégâts sont énormes.

Crise ministérielle en Italie

Rome, 30 mai.

On assure que M. di Rudini ne peut constituer un ministère politique. On voudrait essayer d'un ministère de fonctionnaires, mais on craint que le parlement ne le fasse tomber de suite.

La situation est considérée comme très grave

L'ACTUALITÉ

Les élections contestées

Œuvre de propreté. — Les projets des républicains. — Renseignements utiles

Les élus socialistes, députés réélus et députés nouvellement élus, sont convoqués pour aujourd'hui, à 2 h. 1/2, à la Chambre. Nos amis, le groupe constitué et son bureau formé, examineront la situation politique.

Ajoutons qu'ils s'occuperont également dès cette première réunion, des protestations formulées contre les élections honteuses des Motte, des de Solage, des Masurel, des Bartissol, des Morcrette-Ledieu des Blanc et des Fould. Les radicaux se réuniront mercredi pour le même objet. Et nous pouvons affirmer que les républicains *propres*, socialistes comme radicaux et progressistes, ont compris la nécessité d'éplucher très sévèrement les scrutins ou le Million a triomphé de l'idée.

Récemment, nous citions, à ce sujet, dans notre « Revue de la Presse », un article de Camille Pelletan. Un député républicain qui n'a pas toujours voté, tout au moins au début de son ministère, contre la politique de Méline, nous tenait, l'autre jour, le même langage : il y a là, pour la Chambre, un devoir impérieux ; il faut qu'elle défende le Suffrage universel contre les entreprises de la crapule millionnaire, en balayant hors du Palais-Bourbon les élus de la corruption et de la pression administrative et patronale, et en mettant le cabinet de demain en demeure de frapper sévèrement les fonctionnaires qui se sont fait les serviteurs complaisants de la Réaction.

Dès le premier jour, la Chambre devant, et avant toutes autres choses s'occuper d'examiner la validité des membres qui la composent, nous ne saurions trop recommander à ceux des électeurs du Nord qui auraient des protestations à introduire, de ne pas oublier de les faire parvenir le plus tôt possible au bureau de la Chambre.

Donnons à ce sujet les quelques renseignements suivants qui sont condensés d'après l'excellent traité de M. Eugène Pierre, secrétaire général de la Chambre des députés:

La Chambre est armée d'un pouvoir souverain pour apprécier si le suffrage universel a été sincèrement et librement appelé à se prononcer entre tel ou tel candidat ; elle a l'absolu pouvoir de casser, d'anéantir les scrutins viciés par la mauvaise foi, les calomnies, la fraude, la contrainte. Il ne s'agit pas seulement de savoir si la forme voulue par la loi a été respectée ; la Chambre n'est liée à aucun texte, elle n'est pas renfermée dans la question juridique, il lui suffit de se convaincre que le collège électoral a été contraint, trompé ou corrompu pour invalider l'élection, il lui suffit d'acquérir la certitude morale, indépendamment de toute preuve d'ordre judiciaire, qu'une élection a été obtenue par des moyens que la morale réprouve.

Quelle que soit la majorité des voix, quelle que soit la nature des faits articulés que la loi les punisse ou non, que l'autorité administrative et judiciaire ait négligé pour certaines raisons de poursuivre le candidat ayant violé la loi, la Chambre n'examine que la question de bonne foi et de sincérité effective de la consultation du suffrage universel. En un mot, elle est souveraine et pleinement indépendante, quant aux raisons de se prononcer quant aux moyens de se convaincre, quant aux effets de son verdict.

« Les faits qui peuvent servir à une protestation sont indéfinis, ce sont tous les moyens que la morale réprouve », disait un garde des sceaux. La voie a été ouverte toute grande aux protestations de nature à éclairer la Chambre dans son œuvre de justice, tous les citoyens y sont indistinctement appelés, car il n'est pas nécessaire d'être électeur de la circonscription pour protester.»

Aucune condition de forme : le président de la Chambre reçoit en franchise postale les protestations rédigées sur papier libre ou imprimées. Une protestation adressée au ministre de l'intérieur serait sans aucun effet. Il suffit que les signatures soient légalisées ; le maire ne peut se refuser à cette légalisation ; son refus en tient lieu. Aucun délai n'est imparti, pourvu que la Chambre n'ait pas encore prononcé. Néanmoins, il est bon que les bureaux soient saisis, dès le premier jour, des protestations pour que l'examen de l'élection soit réservé, les élections non contestées étant validées, dès le début avec une grande rapidité.

Les bureaux entendent les protestataires, citent devant eux les fonctionnaires pour les interroger : ils s'entourent de tous les documents nécessaires et ces documents ne sont jamais refusés. Quand il y a lieu, la Chambre ajourne sa décision et ordonne une enquête pendant laquelle le député ne prend pas part aux scrutins. Il suffit souvent, même au moment où l'élection va être discutée devant la Chambre, que le président soit averti par dépêche qu'une nouvelle protestation va se produire, pour qu'on lui laisse le temps nécessaire pour parvenir à être examinée.

Ajoutons que le fait d'incriminer un citoyen dans une protestation n'expose le signataire à une action en diffamation qu'au cas où il s'agirait de pures calomnies ou d'allégations injurieuses où il n'y aurait pas de lien avec l'élection.

Que nos amis des circonscriptions où triomphèrent la corruption, la pression et la fraude, ne perdent donc pas de temps et qu'ils fournissent — ils en ont encore la possibilité — à la majorité démocratique le moyen de leur faire rendre justice.

On dit que la perspective de débats désagréables n'est pas sans inquiéter les Motte et les Masurel, et M. Chatteleyn redoute fort que, pour ses généreux clients, tout cela ne se termine pas précisément par des chants et des apothéoses. Pauvre Ugène ! Infortuné Albert !

I. P.

La Guerre Hispano-Américaine

Madrid, 30 mai.

Le conseil des ministres vient de se terminer. Les ministres gardent une grande réserve.

Parmi les résolutions adoptées, on remarque celles concernant l'interdiction de l'exportation de l'argent et la déclaration du soufre comme contrebande de guerre.

Les ministres se sont occupés des moyens de faire face aux frais de la campagne et de régulariser les communications avec Cuba et les Philippines. Les autres délibérations relatives à la guerre sont tenues secrètes.

Washington, 30 mai.

Le département de la marine a reçu à minuit et demi une dépêche du commodore Schley annonçant la présence de la flotte espagnole à Santiago-de-Cuba.

Key-West, 30 mai.

On a reçu de Cuba la nouvelle qu'une partie des forces de Maximo Gomez, comprenant 300 cavaliers et 500 fantassins, a attaqué samedi, à la pointe du jour, la ville de Remedios, dans la province de Santa-Clara.

Les insurgés ont trouvé dans la ville 304 fusils Mauser et 30,000 cartouches. Leurs pertes auraient été de 4 tués et 7 blessés ; celles des Espagnols, de 32 tués et 58 blessés.

Les insurgés ne sont restés que deux heures maîtres de la place. Les Espagnols ayant reçu des renforts les ont attaqués et les ont mis en déroute. Dans ce second engagement, les insurgés ont eu 5 tués et blessés.

On ignore les pertes des Espagnols.

New-York, 30 mai.

Une dépêche de Port-au-Prince annonce qu'on a reçu de Cuba la nouvelle que l'amiral Cervera a débarqué dans l'île 800 soldats, une grande quantité de munitions et 5,000 fusils.

AUX ÉTATS-UNIS

L'appel aux étrangers

Les Français et les Belges habitant les Etats-Unis sont l'objet en ce moment de sollicitations ayant pour but l'enrôlement parmi les volontaires.

Voici une circulaire que nous recevons d'un de nos compatriotes habitant New-York :

CAMARADES,

Depuis des années, sans doute, les Etats-Unis vous ont offert une large et amicale hospitalité. Vous avez certainement lu, comme tous, les horreurs que les soldats de l'Espagne ont commises dans l'île de Cuba : les hôpitaux cubains saccagés, les blessés massacrés, plus de deux cent mille « pacificos » attirés autour de l'enceinte des villes, par la loi d'un traître à l'humanité, et condamnés à mourir de la plus horrible des morts : *la faim.*

. . . . . .

La sympathie du peuple français ne peut être pour les égorgeurs de blessés, les affameurs de femmes et d'enfants. La vraie France est plus noble et n'a perdu aucun de ses généreux sentiments de chevalerie et d'humanité ; si elle n'ignore pas les horreurs perpétrées par l'Espagne, son cœur saigne à la pensée de tant d'atrocités commises au nom de la royauté et du droit de possession.

Nous n'en pouvons douter, toute son âme, tout son enthousiasme, tous ses vœux sont pour le succès des armes américaines.

Sous ces armes ont combattu les Lafayette, les Rochambeau, les de Grasse, et des milliers de héros des phalanges françaises. Ces mêmes héros ont aidé le grand Washington, l'apôtre de la liberté américaine, à secouer le joug d'un oppresseur et à fonder une nation noble et libre.

Les Français d'aujourd'hui pourraient-ils renier leurs traditions, peuvent-ils donner, du fond du cœur, leurs sympathies à une royauté tyrannique et criminelle ? Non, car sur leur drapeau brille toujours la devise : *Liberté, Egalité, Fraternité.* Aujourd'hui, par la mission qu'ils vont entreprendre au nom de l'humanité, par leurs institutions républicaines, les Américains sont nos frères. Comme autrefois, mêlons-nous à leurs rangs, combattons, sous leurs enseignes aux trois couleurs, pour une même cause, celle de l'humanité et de la liberté.

Aux armes, citoyens, formez vos bataillons !
Marchons, marchons !
Qu'un sang impur abreuve nos sillons,

Les enrôlements de ceux qui désirent se joindre à la brigade Lafayette, commandée par le général Butterfield sont reçus : 19, Ouest 24, rue Blaine Club, de 10 heures du matin à 8 heures du soir, par Maurice Lecomte-Guerrier, ou le secrétaire.

Le bureau sera ouvert dimanche.

Commerce Franco-Américain

Washington, 30 mai.

La réciprocité commerciale entre la France et les Etats-Unis a été signée samedi.

On croit qu'elle sera effective mercredi prochain.

Echos & Nouvelles

A L'OFFICIEL

L'*Officiel* d'hier publie un arrêté décernant des médailles et des mentions honorables à des personnes ayant accompli des actes de courage et de dévouement.

A signaler pour le département du Nord : MM. Crignon, sous-lieutenant à la compagnie de sapeurs-pompiers de Fourmies, Jouniaux, sergent à la même compagnie, Hermand, adjudant à la compagnie de sapeurs-pompiers d'Hautmont, Baudion, gendarme en retraite à Fourmies, Demanet, puddleur, à Neuf-Mesnil, Achte, agent de la police municipale de Lille.

Nous remarquons pour le département du Pas-de-Calais : MM. Leverd, lieutenant à la compagnie de sapeurs-pompiers de Saint-Omer; Flandrin, caporal à la même compagnie; Buritan, sapeur à la même compagnie; Leleu, sapeur à la même compagnie; Furieux, mineur à Billy-Montigny; Rogiez, facteur des postes à Pernes; Forquet, agent de police à Calais; Terrage, ouvrier mineur à Haillicourt.

EMPLOYÉS DES POSTES

L'Association amicale des postes et des télégraphes, vient de célébrer la réalisation de son premier million par un banquet suivi de bal qui a eu lieu dans la salle des fêtes de la société d'horticulture, à Paris.

Environ deux cents convives, délégués de Paris et de la province, y assistaient.

CHERCHEZ LA FLOTTE

Le gouvernement de Washington a donné l'ordre de créer une section d'aérostatiers qui se mettront à la recherche de la mystérieuse escadre espagnole.

On dit que trois aéronautes français ont reçu la mission d'organiser ce service.

LE FÉMINISME

Une bizarre nouvelle nous arrive de Constantinople : le Conseil d'Etat, appelé à statuer sur la question de savoir si l'on devait permettre aux femmes-docteurs d'exercer la médecine en Turquie, a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'accorder cette autorisation.

Cette nouvelle est d'autant plus surprenante que, de tout temps, les femmes-médecins exerçaient librement leur profession en Turquie, alors même qu'on leur discutait ce droit dans les pays les plus civilisés!

Alors ?...

CHERCHEURS D'OR

Les derniers voyageurs revenus du Klondike racontent plusieurs accidents très graves dont des chercheurs d'or ont été victimes.

Dans la passe de Chilkoot, un groupe de 22 mineurs traversait sur la glace un cours d'eau voisin du lac Crater, quand soudain la glace a cédé sous leur poids ; les 22 hommes ont disparu dans le gouffre et ils ont tous péri.

Au Klondike même, près de la rivière Pelly, un sieur Rost, de Lima (Ohio), deux de ses associés de Chicago, et une vingtaine d'autres chercheurs d'or étaient en train de couper du bois, lorsqu'une avalanche s'est abattue sur eux et les a ensevelis sous une énorme masse de neige. Onze hommes ont été tués sur le coup et plusieurs autres grièvement blessés. Rost lui-même avec trois côtes brisées et une jambe abîmée, est resté dix heures sous la neige avant d'être secouru. On l'a transporté avec les autres blessés à Dyea, d'où il est parti quand il s'est senti mieux, pour rentrer chez lui à Lima.

LES FORÊTS

Bien que notre civilisation déboise avec une regrettable frénésie, il y a encore de belles forêts au monde.

Celles des provinces de Québec et Ontario, au Canada, mesurent 2.700 kilomètres de longueur sur 1,000 kilomètres de largeur. Dans la vallée de l'Amazone, les forêts couvrent une région d'au moins 3.300 kilomètres de longueur sur 2000 kilomètres de largeur. Au centre de l'Afrique, les explorateurs signalent l'existence de régions forostières qui ne mesurent pas moins de 4.800 kilomètres de long, du nord au sud, et dont la largeur, quoique incomplètement connue, est aussi énorme.

La Sibérie renferme également des forêts très étendues, formées surtout de conifères dont les troncs sont tellement rapprochés les uns des autres, que toute exploration parmi ces arbres élevés est fort difficile.

MADAME CRISPI

L'affaire Crispi a pris une tournure bien surprenante.

Donna Lina Crispi, la femme de l'ex-président du Conseil italien sera poursuivie pour détournement des fonds publics.

***

NOUVELLES A LA MAIN

Entendu dans une brasserie.

— Garçon ! vos bocks sont bien petits.

— Dame, monsieur ! la maison est si vieille, que le matériel s'use.

***

On demande à un savant :

— Qu'est-ce que l'eau ?

— L'eau, répond-il, est un liquide qui devient pour lorsqu'on met les mains dedans.

***

Désespéré d'avoir reçu une semonce de son chef de bureau, un employé des postes tente de se suicider.

On le rappelle à la vie, et après avoir entendu les causes de sa funeste détermination, quelqu'un murmure :

— Ces facteurs, ça prend tout à la lettre !

A Boulets Rouges

M. O. de la Deûle fait la leçon aux nouveaux députés du Nord. « qui bouclent leurs malles », pour aller prendre possession de leurs sièges législatifs.

Qu'ils disent bien à nos gouvernants, écrit-il, que nos grands centres industriels, un moment égarés, se sont ressaisis par l'union de tous les hommes d'ordre.

Que tous, ici, nous voulons la liberté sociale, la liberté de conscience.

Que le Gouvernement qui nous assura cette triple garantie peut compter sur le loyal concours de toutes nos bonnes volontés.

Le malheureux O. de la Deûle n'oublie qu'une chose : c'est qu'aucun de ceux auxquels il donne ce conseil désintéressé n'est capable de faire à nos gouvernants un aussi long discours.

***

La patronne d'Avesnes est une Notre-Dame peu banale : Elle répond au nom bizarre de Notre-Dame... des mouches.

On peut demander pourquoi cette madone a cru devoir prendre sous sa protection les insectes bruyants et ennuyeux, qui par les journées d'été, viennent tourbillonner autour de nous. Elle aurait pu en effet choisir... la punaise, par exemple. « Notre-Dame des punaises... de sacristie » serait mieux compris que Notre-Dame des mouches.

***

Ni à l'Alcazar, ni rue Léon Gambetta, on n'a vu l'abbé Cyr. Ce grand électeur — après M. Dubar — des Rogez, Loyer et autres Barrois, n'a pas été jugé digne, paraît-il, de participer aux parlottes soulographiques, où furent célébrés les succès des candidats de la Réaction.

Aussi ledit abbé — qui n'est pas ennemi d'une douce gaieté — n'a pas manqué de se trouver froissé de l'omission dont il avait été victime et il s'en est consolé en alignant quelques phrases aussi médiocrement construites que d'habitude, mais plutôt aigres-douces, à l'égard de ses ingrats alliés.

Voilà qui est bien fait, dit-il en terminant, pour vous remettre dans les bons et salutaires sentiers de l'humilité.

Telle est la doctrine du Christ, on vous flanque un soufflet sur la joue droite, vous tendez la gauche. On le voit, M. Cyr est un disciple fidèle de Jésus.

Louis MARLE.

TOUS RÉPUBLICAINS?

Il est à remarquer qu'à chaque élection législative, les républicains progressistes les plus sincères qui, en temps ordinaire, déclament contre le socialisme et ses doctrines subversives, lui reprochant de mêler, à la politique pure, l'organisation économique de la société, sont alors les premiers à constater que leurs adversaires de la réaction abusent de leurs millions pour corrompre les électeurs, peser du poids de leur influence capitaliste sur les consciences, sur les appétits, sur les besoins matériels, pour détourner des votes et confisquer le suffrage universel à leur profit.

Victimes alors de ce capitalisme tyrannique, les républicains s'en plaignent amèrement et reprochent aux électeurs de rendre leur part de souveraineté pour adorer le veau d'or.

Pourquoi ces plaintes qui ne reviennent que tous les quatre ans comme les années bissextiles et vouloir qu'en tout autre temps qu'en période électorale, on se taise sur les méfaits du capitalisme ? son action néfaste n'est-elle pas de tous les jours ? La ploutocratie abdique-t-elle jamais ? D'où vient donc le paupérisme effroyable qui pèse sur le prolétariat ? D'où cet accaparement des richesses qui procure toutes les jouissances aux uns, en laissant toutes les douleurs aux autres ? Ne sentez-vous pas, ô républicains qu'il y a dans cette influence incessante du capitalisme, un problème formidable, le problème de la misère, beaucoup plus intéressant que toutes nos petites luttes électorales ? Et que ce problème est de tous les instants, et qu'il est gros d'orages pour l'avenir, et que le premier devoir de tout homme politique, conscient du milieu social en lequel il gravite, est de s'appliquer à l'étudier et à le résoudre ?

De là, voyez-vous, la disparition progressive, visible, des opinions intermédiaires. Il ne reste pas de parti moyen : il faut être avec le groupe des exploiteurs ou avec l'armée des exploités. Errer entre ces deux forces de la politique, c'est faire œuvre puérile, c'est imiter ces astres fallots qui, sous le nom de comètes, se promènent, inutiles; parmi le monde planétaire. Il faut être ou n'être pas et, si l'on veut se mêler à l'action politique, il est de toute nécessité d'aborder le problème du prolétariat et de son affranchissement soit pour essayer de le résoudre, si l'on est progressiste, soit pour le combattre si l'on est réactionnaire.

Ce n'est même plus une question de parti politique. Nous dénions à nos adversaires la qualification de républicains. Pourquoi ? Parce que, réactionnaires, ils ont été toujours avec les gouvernements de réaction ? Qu'importe ! La chose publique, à leur avis, n'est-elle pas plus à eux qu'à nous ? Le pouvoir, suivant eux, se mesurant légitimement à la richesse, ne doit-il pas leur appartenir ? La République est à eux, puisqu'ils en possèdent tous les éléments. De quel droit le prolétariat, ce pelé, ce galeux, élève-t-il ses prétentions jusqu'au gouvernement du pays ? Non, vraiment, ils ont raison, les capitalistes ; eux seuls sont républicains et ont tous les droits possibles à ce titre.

Et nos généreux rêves de jeunesse ? Nos enthousiastes élans vers la liberté, cet ardent désir de voir tout le monde heureux, ce vif besoin d'égalité entre tous les hommes, ce cœur débordant de fraternité humaine, enfin tout ce qui, pour nous, constituait l'idéal républicain, que devient tout cela ?

Eh ! bien, il faut dire adieu à toutes ces illusions, il faut oublier toutes ces pensées élevées qui nous faisaient rêver d'une Humanité meilleure, d'une Justice immanente, comme dirait Gambetta. La Ploutocratie, soutenue par la cléricaille, a envahi notre domaine, a touché notre idéal, a souillé tous nos rêves, ainsi que le faisaient les harpies antiques de tout ce qu'elles approchaient. Et des républicains, mêmes, de ceux qui ont partagé notre foi, ont ouvert ainsi la République à ses pires ennemis, ont livré les clefs de la citadelle de fervent amour humanitaire; confié la garde de nos trésors d'altruisme.

Tour à tour, inconscients des destinées humaines, incapables de comprendre la puissance évolutive des sociétés, par peur de l'inconnu, de l'avenir incompris, ils ont attiré l'ennemi, l'ont choyé, lui ont prêté le masque républicain, pour essayer de tromper les foules et, cela, avec une hypocrisie lâche et haineuse qui remplit de joie la réaction.

Ainsi ont agi les opportunistes, ainsi agiront tour à tour les politiciens qui n'envisagent le pouvoir que pour le profit qu'ils en retirent ou pour la satisfaction de leur incurable vanité. Progressistes, radicaux franchiront le fossé à mesure qu'ils verront le socialisme grandir et associer, à ses espérances et à ses efforts, les grandes masses populaires, victimes de ce capitalisme insolent qui corrompt tout et s'érige en roi d'une société bourgeoise vermoulue.

C'est que nos amis, restés en arrière, ne sont que des hommes politiques superficiels ; ils ont l'air de croire que la politique n'a trait qu'à l'administration du pays et que, pourvu qu'on ait doté la France de fonctionnaires dévoués et voté des budgets, pesant plus ou moins sur les épaules des uns et des autres, le législateur peut regarder son œuvre d'un œil satisfait et dire qu'il a bien mérité de la Patrie. Et, si d'autres veulent pénétrer au-delà, étudier le fonctionnement de la société, critiquer ses travers et ses tendances et vouloir, par d'habiles lois, y faire pénétrer plus d'équité et plus de justice, il leur semble que ceux-ci outrepassent leur droit et qu'ils doivent être traités en perturbateurs de cette société qu'eux mêmes trouvent si dure lorsqu'ils sont frappés par ses actes insolemment injustes.